



## PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

### **ARRETE MODIFICATIF** portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2003/1127  
MS

Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Officier de la Légion d'honneur

- VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
  - VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2004 modifié relatif à l'exploitation par l'installation classée E.A.R.L. Saint Michel au lieu-dit « Saint Michel » à Glomel d'un élevage avicole de 57500 animaux équivalents ;
  - VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU la demande présentée le 1<sup>er</sup> septembre 2011 par l'installation classée **E.A.R.L. Saint Michel** au lieu-dit « Saint Michel » à Glomel relative à la mise à jour du plan d'épandage dans le cadre d'un élevage avicole de 50000 animaux équivalents ;
  - VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 4 avril 2013 ;
  - VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 19 avril 2013 ;
- CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le dossier présenté n'apporte pas de modification substantielle au dossier approuvé par l'arrêté du 7 décembre 2004 ;

CONSIDERANT qu'il n'y a pas d'augmentation d'effectif ;

CONSIDERANT que l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer est favorable ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> -**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2004 sont modifiées comme suit :

« 1.1. - L'E.A.R.L. Saint Michel, domiciliée à Glomel au lieu-dit « Saint-Michel » est autorisée à exploiter à cette adresse (section XC n° 31), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 50000 animaux-équivalents (volailles de chair : poulets, dindes, pintades) en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter à 10594 kg par an, la quantité d'azote produite.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après. »

## **ARTICLE 2 -**

Les dispositions de l'article 2<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2004 sont modifiées comme suit :

### **« 2.1. – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :**

#### **2.1.1 - Aménagement des bâtiments :**

2.1.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2000 m².

2.1.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du (des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du (des) poulailler(s) seront collectées et traitées.

Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

#### 2.1.2. - Sécurité :

2.1.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type D et la couverture des bâtiments en matériaux incombustibles de type A1 ou A2.

2.1.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.1.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.1.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.1.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.1.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

#### 2.1.3. - Transfert des effluents bruts :

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le repreneur. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ ;
- Le type de produit ;
- Les quantités enlevées en tonnes et en m<sup>3</sup> ;
- La dénomination de l'exploitant, son adresse et la parcelle de destination.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si une convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

Le stockage dans le milieu extérieur, des fumiers destinés à être transférés, est interdit.

## **2.2. - PRESCRIPTION RELATIVES AUX MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES ECONOMIQUEMENT ACCEPTABLES**

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## **2.3. - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX PUITES ET FORAGES EXISTANTS**

Le forages existant sur la parcelle XC n° 31 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

## **2.4. - RESORPTION**

La résorption prise en compte pour l'exploitation est de 1944 unités d'azote par transfert. »

## **ARTICLE 3 –**

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### **ARTICLE 4 -**

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de Glomel pour y être consulté,
- affichée à la mairie de Glomel pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

#### **ARTICLE 5 -**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes CEDEX) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

#### **ARTICLE 6 -**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, M. le sous-préfet de Guingamp, le maire de Glomel et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Saint-Brieuc, le

**16 MAI 2013**

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Gérard Derouin

